



Aulnay-sous-Bois / Drancy / Dugny / Le Blanc-Mesnil
Le Bourget / Sevran / Tremblay-en-France / Villepinte

Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol

Direction du développement économique, de l'emploi, de la formation et de l'insertion

DOSSIER DE CANDIDATURE

AAP Economie sociale et solidaire

Appel à projet 2026 – délai de réponse : 4 mai, minuit

- Formulaire adapté du CERFA 12156-05 et complété par des éléments nécessaires à l'analyse des candidatures pour l'appel à projet Economie sociale et solidaire de Paris Terres d'Envol.
- *Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10*
- *Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016.*
- *Le règlement de l'appel à candidature disponible sur le site de Paris Terres d'Envol pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention*

Pour toute question, vous pouvez écrire à l'adresse mail suivante ess@paristde.fr

Depuis 2019, 77 lauréats, majoritairement issus du secteur associatif jusqu'à présent, ont pu bénéficier, dans le cadre de 6 appels à projets, d'un soutien financier de l'EPT pour développer de nouveaux projets ou pérenniser des activités récemment mises en place.

Pour 2026, l'EPT renouvelle et renforce son soutien aux initiatives de ce secteur, par le lancement d'un 7ième appel à projet doté d'une enveloppe de 120 000 €. Pour cet appel à projets, tel mentionné aussi dans les critères de sélection, une attention particulière sera portée, comme pour le précédent appel à projets, aux projets créateurs d'emploi et ceux en lien avec l'économie circulaire (plus spécifiquement le réemploi), les mobilités durables, l'agriculture urbaine, la transition énergétique.

Le dossier dûment complété et les pièces complémentaires listées ci-dessous, sont à envoyer :

Soit par mail à ess@paristde.fr

Soit par courrier à l'adresse suivante (en recommandé avec accusé réception) :

Paris Terres d'Envol
Appel à projets ESS
BP 10018
93601 AULNAY-SOUS-BOIS

Liste des documents à joindre obligatoirement au dossier

- Le dossier ci-dessous
- Une lettre de demande adressée au Président de Paris d'Envol
- Les statuts actualisés de la structure
- Un extrait d'immatriculation (SIREN, Kbis ou récépissé de la déclaration en Préfecture)
- Une copie de l'agrément ESUS, SIAE ou copie de la demande
- Le dernier procès-verbal d'Assemblée Générale
- Le compte de résultat et bilan de l'année N-1
- Si la demande porte sur une subvention de fonctionnement : Un budget prévisionnel en année N et N+1
- Si la demande porte sur une subvention d'investissement : Le plan de financement des investissements EN PLUS des budgets prévisionnels de fonctionnement
- Le devis (ou les devis) si la demande porte sur de l'investissement
- Un plan de trésorerie à 12 mois
- Le relevé d'identité bancaire en pdf
- S'il y a lieu, le pouvoir habilitant le signataire à engager l'organisme demandeur (délégation de signature)

Pour les structures ayant plus d'un an d'existence :

- Les bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices disponibles
- Le rapport d'activité du dernier exercice disponible

Attestations sur l'honneur (Annexes) :

- certifiant que la structure est en règle vis-à-vis des administrations sociales et fiscales
- précisant le montant ou l'absence d'autres subventions publiques obtenues, notamment dans le cadre du régime des minimis

Des documents complémentaires pourront être sollicités par les services instructeurs en cas de dossier incomplet ou si ceux-ci s'avèrent nécessaire à l'instruction de la demande.

Un accusé de réception sera adressé par mail au candidat par Paris Terres d'Envol suite à la réception de son dossier de candidature.

1.8 Responsables juridiques

Composition du bureau

NOM PRÉNOM	FONCTION	TÉLÉPHONE	MAIL

Composition du conseil d'administration

NOM PRÉNOM	FONCTION	TÉLÉPHONE	MAIL

1.9. Description de la structure

Objet de la structure :

Date de création :

Date de parution au J.O. :

2. Relations avec l'administration

2.1. Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☐ non

Si oui, merci de préciser :

Rappel : pour les entreprises, l'obtention ou une demande en cours de l'agrément ESUS est obligatoire pour candidater.

Type d'agrément	Attribué par	En date du

2.2. L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☐ oui ☐ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

2.3. L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☐ non

3. Relations avec d'autres associations ou entreprises de l'ESS

À quels réseaux, unions ou fédérations, l'association est-elle affiliée ? (Indiquer le nom complet ne pas utiliser de sigle) :

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : ☐ oui ☐ non

Si oui lesquelles ?.....

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée :

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée au sein de la structure

Nombre de bénévoles : <i>Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association de manière non rémunérée.</i>	
Adhérent.e.s (uniquement pour les associations) <i>Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association</i>	
Nombre de volontaires, stagiaires, apprenti.e.s : <i>Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par exemple Service Civique)</i> Précisez en % ceux qui habitent l'une des villes du Territoire d'Paris Terres d'Envol	
Nombre de salarié.e.s en équivalent temps plein (dont emplois aidés)	
Nombre total de salarié.e.s : - Permanent.e.s (dont encadrant.e.s) - emplois aidés (dont en parcours d'insertion) Préciser en % ceux qui habitent sur le Territoire de Paris Terres d'Envol	
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	

5. Budget¹ prévisionnel de l'organisme pour l'année en cours Ou exercice du au // Possibilité de fournir un budget sur un format libre

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ²	0
61 - Services extérieurs	0	État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - impôts et taxes	0	Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
Impôts et taxes sur rémunération		Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Autres impôts et taxes		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
64 - Charges de personnel	0	Autres établissements publics	
Rémunération des personnels		Aides privées (fondation)	
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	0
Autres charges de personnel		756. Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ³			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice

• **Aides financières perçues (N-1)**

Type d'aides (compiler les montants)	Montant
Fonds d'avance remboursable (FAR) ou Prêt d'honneur	
Subventions au fonctionnement - Région, Conseil Départemental, ville, etc.	
Subventions à l'investissement - Région, Conseil Départemental, ville, etc.	
Autres (à préciser, merci)	

6. Projet – Objet de la demande

Montant demandé : €

Intitulé du projet

L'activité s'inscrit dans le secteur prioritaire ou les secteurs prioritaires ci-après sélectionné(s) :

- ☐ Réemploi, réutilisation, réparation, recyclage
- ☐ Economie circulaire dans le BTP
- ☐ Écoconstruction et rénovation énergétique
- ☐ Alimentation durable
- ☐ Agriculture urbaine
- ☐ Médiation numérique, lutte contre l'illectronisme
- ☐ Logistique urbaine, mobilité douce
- ☐ Emploi des jeunes (notamment ceux issus de quartiers prioritaires et peu diplômés), tutorat/mentorat, découverte des métiers ou de l'entrepreneuriat à impact, aide à la mobilisation citoyenne
- ☐ Sport-santé, sport-inclusion, sport comme support d'insertion sociale et professionnelle
- ☐ Culture comme support d'inclusion et d'insertion : spécifiquement le secteur audiovisuel, presse, média, édition
- ☐ Toute structure d'insertion par l'activité économique (agrément obtenu) peu importe l'activité autre (préciser) :

Territoire de mise en œuvre (plusieurs cases sont possibles)

- ☐ Aulnay-sous-Bois
- ☐ Drancy
- ☐ Dugny
- ☐ Le Blanc Mesnil
- ☐ Le Bourget
- ☐ Sevran
- ☐ Tremblay
- ☐ Villepinte
- ☐ Paris Terres d'Envol

En Quartier Prioritaire de la Politique de la ville ☐ oui ☐ non

Si oui, le(s)quel(s)

6.1- Diagnostic - contexte

Quels sont les besoins identifiés ? dans quel contexte ? 10 lignes max

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Qui a identifié ces besoins et comment (la structure, les usagers, les partenaires,...) ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

6.2- Objectifs du projet

Quels sont les objectifs généraux et les objectifs opérationnels (c'est-à-dire mesurable) ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

6.3- Contenu du projet

Intitulé du projet

Présentation générale du projet et détail des actions

.....

.....

.....

.....

Comment le projet parvient-il à se financer durablement ? Quelles sont les principales sources de recettes (chiffre d'affaires, prestations des services, subventions de fonctionnement, adhésions ...) envisagées ?10 lignes max

[illegible][illegible][illegible]

6.6- Budget⁴ prévisionnel du projet (sur une année pleine de 12 mois)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ⁵	0
61 - Services extérieurs	0	État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - impôts et taxes	0	Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
Impôts et taxes sur rémunération		Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Autres impôts et taxes		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
64 - Charges de personnel	0	Autres établissements publics	
Rémunération des personnels		Aides privées (fondation)	
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	0
Autres charges de personnel		756. Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁶			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

Ne pas indiquer les centimes d'euros

⁵ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁶ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice

6.7- Résultats attendus

Au terme du projet (augmentation de X% le nombre de bénéficiaires, augmentation de X% le chiffre d'affaires, création ou pérennisation de X emplois)

6.8- Evaluation

Indicateurs quantitatifs permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs opérationnels définis :

.....

.....

.....

Indicateurs qualitatifs permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs opérationnels définis :

.....

.....

.....

Méthode d'évaluation :

.....

.....

1. Axes transversaux

En quoi ce projet/votre structure participe-t-elle à l'égalité femmes-hommes ?

.....

.....

.....

.....

En quoi ce projet/votre structure participe-t-elle au développement de l'ESS sur le territoire de PTDE (coopérations territoriales, renforcement des support d'insertion pour les habitant-e-s, création d'emploi locaux,...) ?

.....

.....

.....

.....

.....

Si situation de changement d'échelle, quelle projection sur le territoire de Paris terres d'Envol ? Quel besoin de locaux ?

.....

.....

.....

.....

Actions concrètes pour réduire l'empreinte écologique (fourniture énergie verte, programme 0 déchet, plan de déplacement, compostage, etc)

.....

.....

.....

Informations complémentaires (si nécessaire)

.....

.....

.....

2. Accompagnement post-financement

Besoin financier complémentaire à 2 ans (Paris Terres d'Envol pourra faire des mises en relation avec d'autres services et des appels à projet ou subventions auxquels le candidat peut prétendre)

En fonctionnement (estimation annuelle année N+1 et N+2)

.....

.....

En investissement (estimation annuelle année N+1 et N+2)

.....

.....

Besoin d'accompagnement non financier Besoin de soutien de la dynamique de création, de stabilisation ou de développement : appui RH, comptable, marketing, communication, juridique, réponse aux marchés publics, intégration de réseaux, etc.

.....

.....

.....

3. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom, prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association :

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les deux signatures : celles du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci⁷

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁸, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondant) ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la *Charte des engagements réciproques* conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux, et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières, -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)⁹ ;
 - inférieur ou égal 500 000 euros
 - supérieur à 500 000 euros
- demander à Paris Terres d'Envol une subvention de : **€ au titre de l'année ou exercice 2022**
- Que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association (joindre un RIB).

Fait, le à

⁷ « Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation de mandataire. Article 1984 du code civil »

⁸ Déclaration de changement s de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations – préfecture ou Sous-préfecture.

⁹ Conformément à la circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 modifié, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Informations annexes obligatoire

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'État.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Fait, le

à